

Question d'actualité

# De Monterrey à Johannesburg : quel développement ?

01 Stockholm + 30 !,  
par Jacques Grinevald

02 Rompre avec  
le développement,  
par Edgar Morin

03 L'antinomie  
du développement  
durable,

par Serge Latouche

04 Pour une abondance  
maîtrisée, solidaire  
et frugale,

par Jean-Baptiste  
de Foucauld

05 Changez l'eau du bain,  
mais gardez le bébé !,  
par René Passet

06 Un mémorandum  
pour Johannesburg,  
par un collectif d'auteurs  
sous la direction  
de Wolfgang Sachs

## Les termes du débat

Par Ann-Corinne Zimmer et Jacques Robin \*\*

À la veille du Sommet de la Terre qui se tiendra à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002, Transversales Science Culture se doit de poser les termes d'un débat qui, au vu de la tournure des récentes négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha et de la Conférence sur le financement du développement à Monterrey, prend une acuité particulière.

La question du « développement » se trouve au cœur même de l'ensemble des problématiques du monde actuel.

Mais de quel développement parlons-nous ? Telle est la véritable question. En effet, si la Conférence de Monterrey (voir Transversales nouvelle série, n° 1) devait apporter des solutions et des moyens financiers pour atteindre les objectifs de la

Déclaration du millénaire adoptée en septembre 2000 (1), il a bien davantage été question de répondre aux impératifs du « développement économique ». Après l'échec de Seattle, les organisations économiques et financières internationales (OMC, Banque mondiale, Fonds monétaire international) – sous la férule des États-Unis et avec le blanc-seing des pays occidentaux – ont en effet révisé leur stratégie et élaboré une nouvelle doctrine destinée à mettre au premier plan la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. Ce faisant, le « développement » des pays du Sud et des pays les moins avancés (PMA) se retrouve au centre de la nouvelle donne du commerce international. On assiste ainsi à un étrange renversement de la question

de l'aide aux pays du Sud. Tout se passe comme si l'ensemble des politiques internationales (environnementales y compris) s'alignait désormais sur les objectifs de la croissance économique mondiale marchande, présentée comme la voie royale vers un monde sans pauvreté, priorité des priorités de toutes les organisations onusiennes. Sous couvert de l'« éradication de la pauvreté », le développement économique lié à la croissance est ainsi devenu l'alpha et l'oméga de ce but. Dès lors, que recouvre ce développement à marche forcée et que peut bien encore signifier, dans ces perspectives, celui que l'on persiste à qualifier de « durable » ? Lorsqu'en 1987, Gro Harlem Brundtland vulgarise le concept de « développement durable », Nicholas Georgescu-Roegen en parle comme d'« une charmante berceuse ». Dix ans après le premier Sommet de la Terre à Rio, qu'en est-il ? Dans le débat que nous ouvrons, les lecteurs trouveront en premier lieu les textes de Jacques Grinevald et d'Edgar Morin qui souhaitent en finir avec le terme même de « développement », fût-il durable. Dans leur suite, le texte de Serge Latouche fait un réquisitoire implacable à l'encontre de cette « poursuite de la colonisation par d'autres moyens » et avance le terme de « décroissance ». Pour ces auteurs, une rupture radicale, non seulement avec le modèle mais avec le concept même, est nécessaire pour repenser les fondements d'une autre civilisation planétaire. Jean-Baptiste de Foucauld, l'un des auteurs de l'appel du Club Convictions (2), défend la pertinence du concept de développement durable,

à condition toutefois d'y ajouter clairement les termes de « durable » et d'« humain » et de faire référence constante à la lutte contre la pauvreté. René Passet, qui depuis son ouvrage de base L'Économie et le Vivant (3) s'emploie à bien distinguer le développement (avec sa nature complexifiante et sa multidimensionnalité) de la croissance quantitative, se situe du côté de ceux pour qui l'opportunité de changer l'expression de « développement » ne suffit pas à changer la réalité. C'est à la racine qu'il faut s'attaquer, c'est-à-dire au système lui-même. Mais il ne lui semble pas nécessaire de rayer le terme lui-même de « développement durable ». Le texte final de ce dossier fait état du résumé de propositions établies dans le cadre de la Fondation Heinrich-Böll, sous l'autorité de Wolfgang Sachs, qui seront soumises au Sommet de Johannesburg. Pour nous, ces recommandations

Rio + 10 est l'expression consacrée pour désigner le « sommet mondial du développement durable » qui aura lieu à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002. Or Rio + 10 n'est pas, à mon sens, une chronologie suffisamment pertinente et certainement pas au regard de l'écologie. Rio + 10 n'est sans doute pas une perspective historique neutre, et il ne s'agit probablement pas non plus d'une notion

paraissent les plus aptes, sans clore le débat, à établir aujourd'hui une stratégie pour retrouver les premières perspectives dessinées à Stockholm (1972) et à Rio (1992). En particulier, la création immédiate d'une « Organisation mondiale de l'environnement » appuyée par une « Cour de justice environnementale », jetterait les bases d'un développement durable régulé. Nous espérons que ce débat contribuera à tracer un chemin vers ce réformisme radical auquel les habitants de la Terre ne pourront se soustraire, sans risque de voir exploser leur planète.

\*\* Ann-Corinne Zimmer est journaliste. Jacques Robin est fondateur de Transversales Science Culture.

- 1 La Déclaration du millénaire propose principalement, à l'horizon 2015, de réduire de moitié le nombre de personnes dans le monde vivant avec moins d'un dollar par jour.
- 2 « Manifeste pour un développement durable » du 12 décembre 2001. Club Convictions, 4 place de Valois, 75001 Paris (Tél. : 01 55 35 36 44).
- 3 René Passet, L'Économie et le Vivant, Économica, 1996 (1<sup>re</sup> édition Payot, 1979).

## Stockholm + 30 !

Par Jacques Grinevald \*

**01** Rio + 10 est l'expression consacrée pour désigner le « sommet mondial du développement durable » qui aura lieu à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002. Or Rio + 10 n'est pas, à mon sens, une chronologie suffisamment pertinente et certainement pas au regard de l'écologie. Rio + 10 n'est sans doute pas une perspective historique neutre, et il ne s'agit probablement pas non plus d'une notion

politique innocente. Cette chronologie courte cherche sans doute à minimiser les attermoissements de la politique internationale dans le domaine de l'environnement. On occulte ainsi les critiques radicales du modèle occidental de développement qui s'exprimèrent au tournant des années 1960-1970. On ne remonte qu'aux textes officiels signés en 1992 à la Conférence des Nations unies >>>

>>> sur l'« environnement et le développement » que Maurice Strong surnomma, avec le succès que l'on sait, le « Sommet de la Terre ». À vrai dire, c'est le nom même de Maurice Strong qui doit nous faire penser à Stockholm. La Conférence de Rio, c'était le 20<sup>e</sup> anniversaire de la conférence de Stockholm sur « l'environnement humain », dont le même monsieur Strong était déjà aussi le secrétaire général. Mais pour ma part, et je ne suis pas seul, Rio + 10, c'est avant tout Stockholm + 30, ou si vous préférez Stockholm + 10 + 10 + 10, car on ne doit pas oublier la Conférence de Nairobi, en 1982 : c'était déjà « Stockholm + 10 » ! Je n'invente pas cette formule, je viens de la retrouver dans une lettre de Maurice Strong au professeur Nicholas Polunin (1909-1997), éminence grise des débuts de la diplomatie environnementale dans la Genève internationale.

Qui se soucie vraiment des générations futures ? Que signifie cette chronologie pour l'écologie globale de la biosphère, dont nous faisons partie ? Eh bien, ce n'est guère réjouissant. En trente ans, nous avons certes pris conscience des redoutables problèmes écologiques de la Terre, de la crise de la biodiversité, des forêts tropicales, de l'eau, de la dérive anthropogénique de l'effet de serre et ses dramatiques conséquences à venir, mais nous n'en avons pratiquement rien fait. Certes, les rapports scientifiques se sont accumulés, mais qui se soucie vraiment des générations futures, qui prend vraiment au sérieux les risques qui concerneront directement nos enfants et nos petits-enfants, au Nord comme au Sud ? D'inquiétantes controverses

(je ne parle pas ici des controverses proprement scientifiques) viennent toujours brouiller dans le grand public le message des scientifiques du Groupe intergouvernemental d'étude de l'évolution du climat (GIEC), et ce jeu de massacre des lobbies, qui a déjà démoli le protocole de Kyoto, n'est sans doute pas sans rapport avec notre boulimie énergétique et notre mythe de la croissance économique, car la croissance actuelle est aussi sensible que les milieux d'affaires au prix du pétrole, car qui dit commerce dit transport, qui dit consommation dit production.

Les pauvres, victimes et responsables ! À partir de Rio, et de l'Agenda 21, l'environnement n'est plus considéré comme un obstacle pour le business et le commerce. Par un curieux tour de passe-passe, l'environnement est désormais présenté comme la voie royale du développement durable, synonyme, selon le rapport Brundtland lui-même (mais sans aucune justification scientifique sérieuse), de nouvelle « ère de croissance ». L'idée forte qui émerge du rapport Brundtland, puis de la Conférence des Nations unies sur « l'environnement et le développement », à Rio de Janeiro, est que la dégradation de l'environnement est causée par la pauvreté, mieux, par les pauvres, qui sont trop nombreux et ne possèdent pas les bonnes technologies propres. Autrement dit, la protection, voire l'amélioration de l'environnement, passe par la croissance économique, et donc par le commerce international qui favorise la croissance. Dans cette doctrine dominante, les pauvres se retrouvent doublement accablés : ils sont

non seulement les premières et principales victimes de la dégradation écologique, mais encore ils en sont eux-mêmes responsables, pour ne pas dire coupables ! En pointant la pauvreté comme source de la crise écologique, on refoule l'analyse critique de la technoscience et de l'industrialisme des « nations riches » de l'Occident qui avait vu le jour au début du mouvement écologiste, à l'époque des pionniers de l'environnement qui va, en gros, de la publication de Printemps silencieux de Rachel Carson, en 1962, à la conférence de Stockholm, en 1972. Cette thèse qui accuse la pauvreté des misérables et occulte l'insolence de la richesse des puissants est désormais largement répandue dans les milieux officiels dominés par la « religion » de la Banque mondiale. Elle s'applique à toutes les personnes et à tous les pays qui ne sont pas riches, au sens donné à ce terme par la théorie économique occidentale dominante, et donc particulièrement aux gens pauvres des pays « les moins avancés » de la planète. Dans le monde des grandes et moins grandes puissances, des pays les plus riches du monde comme on dit, il n'y a pas de pitié pour les misérables, au sens hugolien du terme.

Cet article a été publié dans L'Écologiste (1).

\* Jacques Grinevald est chargé de cours à l'Institut universitaire d'étude du développement (Genève), à l'université de Genève et à l'École polytechnique fédérale de Lausanne.

1 L'Écologiste, hiver 2001 (Tél : 01 46 28 70 32). Ce numéro contient un excellent dossier « Défaire le développement, refaire le monde », dans lequel on peut lire, outre cet article de Jacques Grinevald, des contributions de Teddy Goldsmith, Ivan

# Rompre avec le développement

Par Edgar Morin

02

Quelle politique faudrait-il pour qu'une société monde puisse se constituer, non comme parachèvement planétaire d'un empire hégémonique mais sur la base d'une confédération civilisatrice ?

Proposons ici non pas un programme ni un projet, mais les principes qui permettraient d'ouvrir une voie. Ce sont les principes de ce que j'ai appelé anthropolitique (politique de l'humanité à l'échelle planétaire) et politique de civilisation.

Ceci doit nous amener tout d'abord à nous défaire du terme de développement, même amendé ou amadoué en développement durable, soutenable ou humain.

L'idée de développement a toujours comporté une base technique-économique, mesurable par les indicateurs de croissance et ceux du revenu.

Le développement ignore la souffrance, la joie, l'amour. Elle suppose de façon implicite que le développement techno-économique est la locomotive qui entraîne naturellement à sa suite un « développement humain », dont le modèle accompli et réussi est celui des pays réputés développés, autrement dit occidentaux. Cette vision suppose que l'état actuel des sociétés occidentales constitue le but et la finalité de l'histoire humaine.

Le développement « durable » ne fait que tempérer le développement par considération du contexte écologique, mais sans mettre en cause ses principes. Dans le développement

« humain », le mot humain est vide de toute substance, à moins qu'il ne renvoie au modèle humain occidental, qui certes comporte des traits essentiellement positifs mais aussi, répétons-le, des traits essentiellement négatifs. Aussi le développement, notion apparemment universaliste, constitue un mythe typique du sociocentrisme occidental, un moteur d'occidentalisation forcenée, un instrument de colonisation des « sous-développés » (le Sud) par le Nord. Comme le dit justement Serge Latouche, « ces valeurs occidentales (du développement) sont précisément celles qu'il faut remettre en question pour trouver solution aux problèmes du monde contemporain » (1).

Le développement ignore ce qui n'est ni calculable ni mesurable, c'est-à-dire la vie, la souffrance, la joie, l'amour, et sa seule mesure de satisfaction est dans la croissance (de la production, de la productivité, du revenu monétaire...). Conçu uniquement en termes quantitatifs, il ignore les qualités de l'existence, les qualités de solidarité, les qualités du milieu, la qualité de la vie, les richesses humaines non calculables et non monnayables ; il ignore le don, la magnanimité, l'honneur, la conscience...

Sa démarche balaie les trésors culturels et les connaissances des civilisations archaïques et traditionnelles ; le concept aveugle et grossier de sous-développement désintègre les arts de vie et sagesse de cultures millénaires.

Sa rationalité quantifiante en est irrationnelle lorsque le PIB (produit intérieur brut) comptabilise comme positives toutes activités génératrices de flux monétaires, y compris les catastrophes comme le naufrage de l'Erika ou la tempête de 1999, et lorsqu'il méconnaît les activités bénéfiques gratuites.

Un retour aux potentialités humaines génériques. Le développement ignore que la croissance techno-économique produit aussi du sous-développement moral et psychique : l'hyperspécialisation généralisée, les compartimentations en tous domaines, l'hyperindividualisme et l'esprit de lucre entraînent la perte des solidarités. L'éducation disciplinaire du monde développé apporte bien des connaissances, mais elle engendre une connaissance spécialisée qui est incapable de saisir les problèmes multidimensionnels, et elle détermine une incapacité intellectuelle de reconnaître les problèmes fondamentaux et globaux.

Le développement apporte des progrès scientifiques, techniques, médicaux, sociaux>>>

>>>mais aussi des destructions dans la biosphère, des destructions culturelles, de nouvelles inégalités, de nouvelles servitudes se substituant aux anciens asservissements.

Le développement déchaîné de la science et de la technique porte en lui-même une menace d'anéantissement (nucléaire, écologique) et de redoutables pouvoirs de manipulation.

Le terme de développement durable ou soutenable peut ralentir ou atténuer, mais non modifier ce cours destructeur.

Il s'agit dès lors, non tant de ralentir ou d'atténuer, mais de concevoir un nouveau départ.

Le développement ignore qu'un véritable progrès humain ne peut partir de l'aujourd'hui, mais qu'il nécessite un retour aux potentialités humaines génériques, c'est-à-dire une re-génération.

De même qu'un individu porte en son organisme les cellules souches totipotentes qui peuvent le régénérer, de même l'humanité porte en elle les principes de sa propre régénération, mais endormis, enfermés dans les spécialisations et les scléroses sociales. Ce sont ces principes qui permettraient

de substituer à la notion de développement celle d'une politique de l'humanité (anthropolitique) que j'ai depuis longtemps suggérée (2) et celle d'une politique de civilisation (3).

\* Edgar Morin est philosophe et écrivain. Dernier ouvrage paru : *Pour une politique de civilisation*, Arléa, 2002.

1 *Le Monde diplomatique*, mai 2001.

2 *Introduction à une politique de l'homme*, première édition 1965, rééditée et complétée. *Le Point Seuil* (1999).

3 cf. *Politique de civilisation*, par Edgar Morin et Sami Nair, Arléa (1997).

# L'antinomie du développement durable

Par Serge Latouche \*

03

« There cannot be much doubt, sustainable development is one of the most toxic recipes ».

Nicholas Georgescu-Roegen, Corr. to J. Berry, 1991 (1).

On appelle oxymore (ou antinomie) une figure de rhétorique consistant à juxtaposer deux mots contradictoires, comme « l'obscur clarté ». Ce procédé inventé par les poètes pour exprimer l'inexprimable est de plus en plus utilisé par les technocrates pour faire croire à l'impossible.

Ainsi, une guerre propre, une mondialisation à visage humain, une économie solidaire, etc. Le développement durable est une telle antinomie. Il faut noter que le développement soutenable n'est pas une trouvaille d'économistes. Il s'agit d'un slogan imaginé par les grandes institutions internationales et lancé par Maurice Strong, secrétaire général de la CNUED (Commission des Nations unies pour l'environnement et le développement) à l'occasion de la conférence de Rio, en 1992. Les économistes ont été sommés d'en faire un concept clé de l'économie écologique.

Il s'y intègre d'ailleurs assez bien et véhicule les mêmes ambiguïtés qu'elle. Le débat fait rage entre les experts, sur la signification du soutenable/ durable.

Pour les uns, le développement soutenable/durable, c'est un développement respectueux de l'environnement (soutenable forte et substituabilité faible entre les facteurs). L'accent est alors

mis sur la préservation des écosystèmes.

Le développement signifie, dans ce cas, bien-être et qualité de vie satisfaisants, et on ne s'interroge pas trop sur la compatibilité des deux objectifs, développement et environnement. Cette attitude est assez bien représentée chez les militants d'ONG et chez les intellectuels humanistes.

La prise en compte des grands équilibres écologiques peut aller, chez eux, jusqu'à la remise en cause de certains aspects de notre modèle économique de croissance, voire de notre mode de vie.

Pour les autres, l'important est que le développement tel qu'il puisse durer indéfiniment. Cette position est celle des industriels, de la plupart des politiques et de la quasi-totalité des économistes.

Le développement soutenable est comme l'enfer...

À Maurice Strong déclarant le 4 avril 1992 : « Notre modèle de développement, qui conduit à la destruction des ressources naturelles, n'est pas viable. Nous devons en changer », font écho les propos de Georges Bush (senior) : « Notre niveau de vie n'est pas négociable » (2). Le développement soutenable est comme l'enfer, il est pavé de bonnes intentions.

Les exemples de compatibilité entre développement et environnement qui lui donnent créance ne manquent pas. Bien évidemment, la prise en compte de l'environnement n'est pas nécessairement contraire

aux intérêts individuels et des agents économiques. Il se trouve des industriels convaincus de la compatibilité des intérêts de la nature et de l'économie.

« En tant que dirigeants d'entreprise, proclame le manifeste du Business Council for Sustainable Development, nous adhérons au concept de développement durable, celui qui permettra de répondre aux besoins de l'humanité sans compromettre les chances des générations futures. » (3)

Tel est bien le pari du développement durable. Un industriel américain exprime la chose de façon beaucoup plus simple : « Nous voulons que survivent à la fois la couche d'ozone et l'industrie américaine. » Cela vaut la peine d'y regarder de plus près, en revenant aux concepts pour voir si le défi peut encore être relevé.

La définition du développement durable telle qu'elle figure dans le rapport Brundtland ne prend en compte que la durabilité. Il s'agit, en effet, d'un « processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, les changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur des besoins des hommes ». Il ne faut pas se leurrer pour autant. Ce n'est pas l'environnement qu'il s'agit de préserver, mais avant tout le développement. Là réside le piège.

Le problème, avec le développement soutenable, n'est pas tant avec le mot soutenable, qui est plutôt une belle expression, qu'avec le concept de développement, qui est carrément un mot « toxique ».

En effet, le soutenable signifie que l'activité humaine ne doit pas créer un niveau de pollution

supérieur à la capacité de régénération de l'environnement. En fait, les caractères durable ou soutenable renvoient non au développement « réellement existant » mais à la reproduction. En revanche, la signification historique et pratique du développement, liée au programme de la modernité, est fondamentalement contraire à la durabilité. On peut définir le développement comme une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines. La main invisible et l'équilibre des intérêts nous garantissent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Pourquoi se faire du souci ?

Une véritable décroissance est indispensable. La plupart des économistes, qu'ils soient libéraux ou marxistes, sont en faveur d'une conception qui permette au développement économique de perdurer. Ainsi l'économiste marxiste Gérard d'Estienne De Bernis déclare : « On ne fera pas ici de sémantique, on ne se demandera pas non plus si l'adjectif « durable » (soutenable) apporte quoi que ce soit aux définitions classiques du développement, tenons compte de l'air du temps et parlons comme tout le monde. (...) Bien entendu, durable ne renvoie pas à long, mais à irréversible. En ce sens, quel que soit l'intérêt des expériences passées en revue, le fait est que le processus de développement de pays comme l'Algérie, le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde ou le Mexique ne s'est pas avéré « durable » (soutenable) : les contradictions

non maîtrisées ont balayé les résultats des efforts accomplis, et conduit à la régression ». Effectivement, le développement étant défini par Rostow comme « self-sustaining growth » (croissance autosoutenable), l'adjonction de l'adjectif durable ou soutenable à développement est inutile et constitue un pléonasm.

En conclusion, en accolant l'adjectif durable au concept de développement, il est clair qu'il ne s'agit pas vraiment de remettre en question le développement réellement existant, celui qui domine la planète depuis deux siècles : tout au plus songe-t-on à lui adjoindre une composante écologique. Or la pression de l'économie mondiale actuelle sur la biosphère dépasse, et de beaucoup, sa capacité de régénération.

Il est plus que douteux que la dématérialisation toute relative de la production suffise dans l'avenir à résoudre les problèmes. Une véritable décroissance de la production physique est indispensable (ce qui ne signifie pas nécessairement un moindre bien-être). Quand on est à Rome et que l'on doit se rendre par le train à Turin, si on s'est embarqué par erreur dans la direction de Naples, il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, il faut descendre et prendre un autre train dans la direction opposée. Pour sauver la planète et assurer un futur acceptable à nos enfants, il ne faut pas seulement modérer les tendances actuelles, il faut carrément sortir du développement et de l'économicisme, tout comme il faut sortir de l'agriculture productiviste pour en finir avec les vaches folles et les aberrations transgéniques.

\* Serge Latouche est professeur émérite de l'université Paris-Sud.

# Pour une abondance maîtrisée, solidaire et frugale

Par Jean-Baptiste de Foucauld \*

**04** La réflexion sur le développement paraît aujourd'hui relancée, et il faut s'en réjouir ; mais sa traduction opérationnelle est faible, et c'est sur ce point qu'il est essentiel de progresser. Le consensus s'est accru sur le fait que la pure croissance quantitative ne suffit pas, qu'elle n'est pas synonyme de développement, que celui-ci doit devenir « durable » ou « soutenable » ou « humain ». J'ai été frappé par le large accord qui s'est réalisé autour du manifeste du club Convictions, dont le préambule, qui doit beaucoup à Robert Lion, exprimait une vision fort critique du fonctionnement économique actuel. À l'évidence, un sentiment d'inquiétude réel se fait jour quant aux effets de seuil qui sont en passe d'être franchis, sur les risques encourus par la planète, sur la difficulté ou l'impossibilité de généraliser le mode de vie des pays riches.

Que serait une politique de non-développement ?

Mais cette prise de conscience a beaucoup de difficultés à se traduire dans les faits ; on a d'ailleurs du mal à mesurer tant l'ampleur des changements nécessaires que leurs modalités. D'où une démarche qui est présentée comme un processus progressif, comme une inspiration qui doit être transversale à l'ensemble des politiques, comme un ensemble de « pas en avant » portant sur un ensemble de domaines. Le risque est que les politiques destinées à mettre en œuvre le développement durable soient peu à peu diluées dans une

gestion économique un peu plus intelligente, mais sans répondre à l'urgence, ni provoquer le « changement dans le changement » qui est nécessaire. Quelques belles paroles bien senties, un secrétariat d'État de plus... et l'on repart, en somme, comme avant.

C'est ce sentiment d'une sorte de fatal immobilisme face à la puissance de la technologie et des marchés qui explique la montée en puissance d'une critique de la notion même de développement. Puisqu'il paraît si difficile de réformer en profondeur le contenu de la croissance et du développement, c'est la notion même de développement qui doit être mise en cause.

Pour éviter de futures ruptures irréparables car irréversibles, il faut provoquer, avant qu'il ne soit trop tard, une rupture de type politique avec le concept de développement.

Je pense que cette critique est justifiée par l'insuffisance des actions de correction ou de transformation menées au sein de notre mode de développement. Mais sur quoi débouche-t-elle ?

Là est la vraie question, car la critique du développement n'a pas, me semble-t-il, de propositions positives, claires et opérationnelles à formuler. Elle joue un rôle de signal d'alarme, elle remplit une fonction de type prophétique, sans être capable d'amorcer une politique alternative au plein sens du terme. D'ailleurs, que serait exactement une politique de non-développement ?

C'est tout de même l'accumulation de capital qui a permis de réduire la dépendance vis-à-vis de la nature, et d'allonger et de multiplier la vie humaine ! Comment sortir de cette double limite ? En redonnant de la portée, de la motivation et de l'efficacité à l'action politique en faveur d'un vrai développement humain, solidaire et durable. En faisant de celui-ci, non pas un volet latéral de l'action collective, mais l'objet même d'une action qu'il convient d'éclairer et d'animer autrement.

Des besoins matériels, relationnels et spirituels. Il faut pour cela revenir à l'essentiel, à savoir les finalités, les besoins humains fondamentaux, et prendre l'économie, science des besoins, à son propre jeu : les besoins de la personne sont à la fois matériels, relationnels et spirituels. Les premiers se satisfont principalement grâce à l'efficacité que permet la division du travail, laquelle implique le contrat et la rémunération, facteur d'autonomie pour les individus. Les besoins relationnels reposent sur le fait de donner, recevoir et rendre, ce dont nul n'est exclu, et ce qui lie les personnes entre elles par un jeu de créances et de dettes. Les besoins spirituels s'expriment par le souci de donner sens et de s'en donner la peine, pour soi et avec les autres. Notre mode de développement hypertrophie les premiers aux dépens des deux autres. C'est donc une autre conception de la richesse qu'il faut bâtir, où

ces trois besoins de la personne sont placés sur le même plan, avec la même importance, et où ils s'équilibrent, rompant ainsi avec une notion déséquilibrée et fallacieuse de l'abondance illimitée qui ne peut marcher ni pour tout le monde, ni pour personne. Il faut bâtir une conception de l'abondance maîtrisée, solidaire et donc frugale, permettant à chacun d'accéder à ce qui lui est essentiel, les biens et services sans doute, mais tout autant le temps disponible, plutôt que de vouloir généraliser le superflu pour tous au détriment du vital pour beaucoup. Une vision de ce type doit et peut se traduire en une organisation sociale permettant à chaque personne de disposer d'une vraie liberté de choix entre des modes différents de travail, de consommation, d'épargne, et d'emplois du temps, eux-mêmes respectueux de la nature et de l'environnement. C'est alors que nous pourrions construire un monde humain respectueux de la planète et que les instruments du développement humain durable retrouveront leur sens et leur portée. C'est un combat politique, mais aussi éthique et spirituel. Il n'a plus pour lui l'appui et la force d'une idéologie. Il doit donc trouver d'autres ressorts, ceux que les idéologies avaient amalgamés mais qui se trouvent aujourd'hui disjointes et sont ressentis comme antagonistes alors qu'ils sont complémentaires : le ressort de la résistance à toutes les formes de non-sens économique ; le ressort de la lente, tâtonnante, décevante, mais essentielle régulation ; le ressort de l'utopie démocratiquement régulée qui fonde l'effort de dépassement permanent qui est la vocation de l'humanité.

# Changez l'eau du bain, mais gardez le bébé !

Par René Passet \*

05

Le développement – notamment « durable » – nous disent nos amis, récupéré et véhiculant une vision occidentaliste autant que néo-colonialiste du monde, est un concept discrédité qu'il faut jeter à la poubelle. Mais, quand un concept est détourné de sa véritable signification, est-ce lui qu'il faut remettre en cause ou les politiques qui le dénaturent ? Faut-il céder à toutes les récupérations d'un système qui s'est fait une stratégie de reprendre à son compte les armes qui le gênent pour les retourner contre leurs initiateurs ?

Au commencement était la « croissance »  
En fait, le concept de développement a été créé, très exactement, pour combattre les maux qu'on veut lui imputer aujourd'hui. Au commencement était la « croissance », conception unidimensionnelle et quantitative, qui n'avait rien d'absurde aussi longtemps que les niveaux de vie se situaient proches du minimum vital et que l'activité économique ne dégradait pas le milieu naturel. Le « plus », orienté vers la satisfaction des besoins fondamentaux, était aussi le « mieux » comme il l'est encore pour les populations pauvres d'aujourd'hui ; les mots « croissance » et « développement » étaient considérés comme équivalents. Dès le début des années 1970, se multiplient les accidents dommageables pour l'environnement (les naufrages répétés de pétroliers géants).

Puis, dans les années 1980, apparaissent les atteintes « globales » à la nature : le trou de l'ozone stratosphérique, l'effet de serre, la réduction de biodiversité...  
Ce sont les mécanismes régulateurs par lesquels la nature maintient son aptitude à porter la vie qui se trouvent remis en cause ; de l'environnement on passe à la biosphère ; ce n'est plus de dysfonctionnements qu'il faut parler, mais d'un conflit entre la logique de la croissance économique et celle par laquelle la biosphère assure sa reproduction dans le temps. Le quantitatif se dissocie du qualitatif. C'est alors que le « développement » se sépare de la « croissance ».  
Déjà, dans les années 1960, François Perroux distinguait les deux phénomènes : « La croissance, précisait-il, est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues... d'un indicateur de dimension ; pour la nation, le produit global brut ou net en termes réels », alors que « le développement est la combinaison de changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit net global » (1). Je posais, pour ma part (2), qu'une croissance (phénomène quantitatif et unidimensionnel) n'est un développement (à la fois quantitatif, qualitatif et multidimensionnel) que si elle respecte les mécanismes assurant la reproduction des sphères huma▶▶



>>>ne et naturelle dans lesquelles elle s'accomplit. Le développement, phénomène complexe, doit donc articuler les logiques – à la fois différentes, indissociables et irréductibles à une seule d'entre elles – de ces trois sphères. Conditions dites « fortes ». Ainsi conçu, il est par définition durable. Et si j'accepte le concept de « développement durable » – proposé en 1987 dans le rapport Brundtland –, c'est davantage pour me plier à un usage que par nécessité. C'est au prix d'une véritable mutilation que l'économie néolibérale s'est emparée d'un concept opposé à toutes ses visées réductionnistes. La nature, nous dit-on, n'est productive que par le travail humain qui s'y trouve incorporé : matière première transformée par le travail, elle est donc... un capital ! En conséquence, la production découle de la coopération de deux formes de capital – naturel et technique – de sorte que, lorsque le premier

s'épuise, on peut le compenser par l'augmentation du second et maintenir constant le flux qui en résulte. La conclusion est donc que le développement durable se détermine par l'action et au niveau du seul capital technique – c'est-à-dire au sein de la sphère économique – selon les bonnes lois de la seule économie vraie... néolibérale évidemment ! Version dite « faible », purement unidimensionnelle, quantitative... et absurde : si le capital naturel s'épuise, c'est que les prélèvements sont supérieurs aux flux de reconstitution et, en intensifiant les premiers, on ne peut qu'accélérer l'épuisement de la ressource.

Après scoumoune, scoubidollisme, on mettra bidule...

Je suis d'accord avec le constat de nos amis, selon lequel le concept ainsi perverti et récupéré véhicule les pires entreprises occidentalistes, néolibérales et néocolonialistes. Stiglitz (3) met en évidence la façon dont le FMI, propageant une conception pure-

ment financière du développement, provoque les pires catastrophes dans le monde et notamment dans les pays pauvres du Sud. Mais plutôt que sur les changements de mots, je préfère mettre l'accent sur les politiques, les logiques et les pouvoirs qui inspirent ces aberrations. Changez les mots ; mettez n'importe quel terme à la place du concept incriminé – scoubidou, par exemple ; ne changez pas les choses et vous pouvez être sûr que, dans dix ans, le scoubidollisme sera dénoncé comme une conception impérialiste et colonialiste. Alors on mettra bidule... Par pitié, attaquons-nous au vrai problème ! Et, pour une fois qu'un concept apporte une peu de clarté – ce qui est rare en économie –, gardons-nous de semer la confusion. Lorsque la peste sévit, faut-il mettre en cause le concept de santé ou s'attaquer aux causes de la peste ?

\* René Passet est économiste. Dernier ouvrage paru: *Eloge du mondialisme par*

# Un mémorandum pour Johannesburg

Par Wolfgang Sachs \*

**06** Sous les auspices de la Fondation Heinrich Böll, des auteurs, coordonnés par Wolfgang Sachs, vont lancer à New York un mémorandum pour le Sommet de Johannesburg. Ils posent la question centrale : « Oui au développement, mais quel type de développement et pour qui ? » Leurs recommandations s'appuient sur les principes de développement durable et d'équité écologique. Voici le résumé des éléments principaux de ce mémorandum.

**La première partie** – « Rio, dix ans plus tard » – évalue les dix années qui ont passé depuis la conférence de Rio et souligne le paradoxe de Rio : cette conférence a lancé un nombre considérable de processus institutionnels à succès, sans toutefois produire des résultats tangibles à échelle globale. En particulier, la mondialisation économique a considérablement érodé les progrès faits à un micro-niveau, répandant une économie

d'exploitation à travers le globe et exposant des ressources naturelles du Sud et de la Russie à la pression du marché mondial.

**La deuxième partie** – « L'agenda de Johannesburg » – identifie quatre thèmes de fond qui devraient être de tous les débats du Sommet. Cette question avant toute autre est cruciale : que signifie « juste » dans un espace naturel limité ? D'un côté, l'équité exige que l'on étende les droits des pauvres à leurs habitats ;

tandis que, de l'autre, il faudrait réduire les prétentions des riches sur les ressources. Les intérêts des communautés locales pour subvenir à leurs besoins se heurtent souvent aux intérêts des classes urbaines et des entreprises qui souhaitent développer leur consommation et leurs profits. Ces conflits autour des ressources ne seront pas atténués tant que les riches n'iront pas vers des modes de production et de consommation producteurs de ressources.

**La troisième partie** – « Droits de subsistance » – va à l'encontre de la sagesse conventionnelle qui voudrait que l'éradication de la pauvreté s'associe mal à la protection de l'environnement. Au contraire, les subsistances ne peuvent être assurées sans un accès garanti à la terre, aux graines, aux forêts, aux pâturages, eaux de pêche et sources d'eau... De plus, la pollution de l'air, des sols, de l'eau et de la nourriture affaiblit de façon chronique la santé physique des pauvres, particulièrement dans les villes. La protection de l'environnement n'est donc pas contradictoire avec l'élimination de la pauvreté, elle en est la condition.

**La quatrième partie** – « Richesse équitable » – souligne que l'atténuation de la pauvreté ne peut être séparée de l'atténuation de la richesse. L'espace naturel global est divisé de façon inéquitable ; l'accès à plus de droits sur les ressources pour les petits consommateurs implique une réduction des exigences en ressources des sur-consommateurs du Nord et du Sud. Comme le suggèrent les conventions sur le climat et la biodiversité à l'égard des nations, il n'y aura pas d'équité sans

écologie. Inversement, il n'y aura pas d'écologie sans équité, parce qu'il n'y aura pas d'entente sur des accords s'ils sont jugés injustes.

**La cinquième partie** – « Administration pour l'écologie et l'équité » – propose des changements dans les cadres institutionnels au niveau international pour renforcer la responsabilité écologique et les droits de subsistance. La démocratisation des systèmes d'administration est la meilleure façon de protéger l'environnement. Une convention cadre concernant les droits des communautés locales sur les ressources consoliderait les droits des habitants de zones riches en ressources, dont les modes de vie sont menacés par le forage, le pétrole, l'exploitation forestière et d'autres industries basées sur l'extraction. De plus, les droits concernant l'environnement – dont le droit à une information complète, les droits des consommateurs et le principe de précaution et de prévention, qui veut que le pollueur paie – doivent faire partie intégrante de la loi à tous niveaux. Les prix du marché doivent mieux refléter la véritable nature des coûts sur l'environnement. Une comptabilité analytique complète exige qu'on retire les subventions perverses pour l'environnement. Il faut également une réforme fiscale, qui ferait basculer l'imposition de la force de travail sur la consommation, la pollution et le gâchis de ressources. Une comptabilité analytique complète requiert également des frais d'utilisation pour les biens communs mondiaux, en particulier l'atmosphère, le ciel et les mers. Grâce à une comptabilité analytique complète, des décisions économiques seront prises avec des impacts minimaux sur

l'environnement. Les régimes de commerce international doivent favoriser le développement durable et l'équité, et pas seulement l'efficacité économique. De ce point de vue, la libéralisation du marché façon OMC menace la cohérence sociale, sape la sécurité agro-alimentaire et met en danger les écosystèmes partout dans le monde. Le Nord et le Sud n'ont pas besoin de libre-échange, mais d'échange équitable. Le libre-échange doit être subordonné aux plus grandes causes des droits de l'homme et du développement durable. Ce qui signifie que les nations devront avoir plus souvent l'opportunité de réguler le commerce pour protéger le bien public. Ceci exige également que des traités sur l'environnement soient prioritaires face à des accords commerciaux. De plus, les rapports de commerce, ainsi que la conduite d'acteurs économiques doivent être adaptés à la promotion des droits de l'homme et du développement durable. Au-delà de codes de conduite d'affaires plus faciles à contrôler, un cadre de production socialement responsable est requis, dont les principes s'appliqueraient à toutes les activités commerciales. Enfin, l'architecture financière globale doit être remaniée, avec notamment une taxe sur la spéculation financière, des allègements de dettes et un développement du commerce d'échange transfrontalier électronique. Un nouvel agenda historique doit être implanté dans de nouvelles institutions. D'abord, il faut faire de l'UNEP une Organisation mondiale de l'environnement. Deuxièmement, une Agence décentralisée d'énergie renouvelable doit être créée.